

La contribution de la Société Civile

au Gouvernement Ouvert

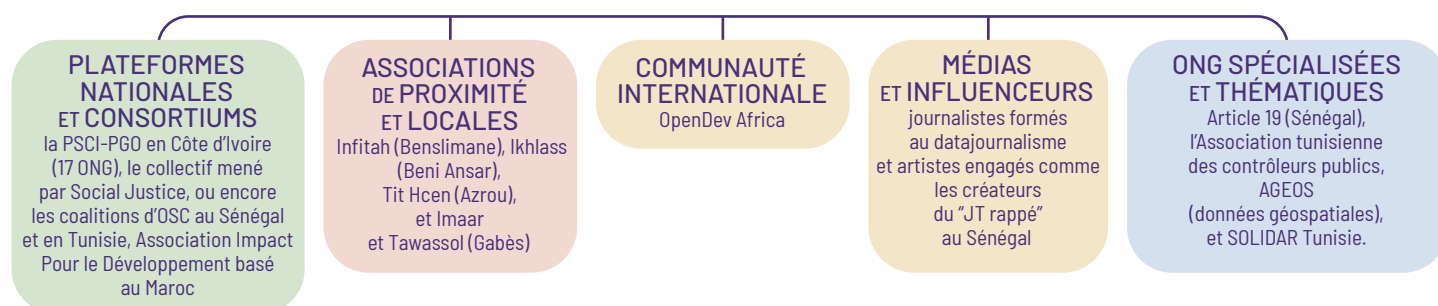
Le rôle déterminant de la société civile au sein du programme PAGOF2 est documenté.

Il illustre comment les organisations de la société civile (OSC) sont passées d'un rôle de consultation à celui de véritables partenaires de co-construction, de renforcement de capacités, de contrôle citoyen, et de plaidoyer.

Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) repose par essence sur un dialogue paritaire entre les autorités publiques et les citoyens représentés notamment par les OSC. Lors du lancement de la phase 2 du PAGOF, le constat était que la société civile en Afrique francophone était souvent dynamique mais manquait de structuration, de ressources financières pérennes et de compétences techniques pointues pour influencer durablement les politiques publiques en matière de Gouvernement Ouvert.

Le projet s'est donc fixé pour objectif de soutenir la structuration et l'engagement de ces acteurs dans le processus PGO pour qu'ils soient davantage contributeurs et initiateurs d'actions dans l'espace public (plus que de simples bénéficiaires, mais des partenaires capables de contribuer et d'auditer l'action publique) et aussi des partenaires dans le co-pilotage des réformes.

ACTEURS IMPLIQUÉS



PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE



OSC ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE





Formation des acteurs de la société civile sur l'accès à l'information
- Dakar, 2025

CONTRIBUTION DU PAGOF 2

- **FINANCEMENT STRATÉGIQUE** : octroi de subventions (ex : 100 000 euros en Côte d'Ivoire - même montant au Sénégal) pour compenser l'absence de ressources nationales dédiées à la société civile
- **STRUCTURATION DE PLATEFORMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE** : autour des OSC membres du Comité National PGO avec l'ONG Article 19 comme chef de file au Sénégal, Social Justice en Côte d'Ivoire et Forum civique en Tunisie (règlement intérieur et statuts élaborés)
- **APPUI AU DIALOGUE TECHNIQUE ET POLITIQUE** : soutien à la tenue de sessions de consultation de la société civile ou multi-acteurs et sélection des projets d'engagements prioritaires pour les OSC et portés par l'administration centrale dans la phase d'élaboration des PAN
- **VALORISATION DU RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE** dans des processus stratégiques nationaux : au Bénin, le projet a cartographié 231 OSC pour structurer la base sociale du futur Gouvernement Ouvert et accompagner le processus d'adhésion du pays au PGO
- **STRUCTURATION DE RÉSEAUX RÉGIONAUX** : soutien au lancement du réseau des OSC d'Afrique francophone pour le gouvernement ouvert (RAFGO) lors des Assises de Rabat en 2026

FACTEURS DE DURABILITÉ

- **CADRE JURIDIQUE SÉCURISÉ** : la formalisation des comités de pilotage multi-acteurs du PGO par décret ministériel (comme au Sénégal) pérennise la place de la société civile dans l'agenda national du Gouvernement Ouvert
- **RELAIS FINANCIERS NATIONAUX** : l'émergence de fonds nationaux comme le Fonds de Modernisation de l'Administration Publique (FOMAP) au Maroc, pouvant soutenir des associations, est une des clés pour sortir de la dépendance aux bailleurs

DÉFIS RENCONTRÉS

- **DÉPENDANCE FINANCIÈRE** : les OSC, y compris les médias souffrent d'un manque de ressources propres, créant une dépendance forte aux financements internationaux ce qui menace la survie des coalitions après le projet.
- **LOURDEURS PROCÉDURALES** : la complexité des dossiers de subvention et les retards de décaissement ont freiné l'exécution de certaines activités de terrain.
- **RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE** : dans certains contextes, les tensions politiques ou les lois restrictives sur l'enregistrement des ONG ont généré de l'autocensure ou ont entravé les activités des associations.
- **DÉFICIT DE COORDINATION** : il reste parfois difficile de fédérer les associations et d'impliquer les associations locales basées en dehors des capitales

EFFETS OBSERVÉS

- **IMPACT LÉGISLATIF MAJEUR** : au Sénégal, le plaidoyer des OSC a été déterminant pour l'adoption en 2025 des lois sur l'accès à l'information et la protection des lanceurs d'alerte.
- **INCLUSION ET ACCESSIBILITÉ** : soutien du PAGOF2 à la production de versions du budget de l'État en braille et en langue des signes en Tunisie grâce au partenariat avec des OSC, rendant le Gouvernement Ouvert tangible pour les personnes en situation de handicap.
- **AUTONOMISATION DES CITOYENNES** : mise en place du modèle de « relais OSC-tribunaux » au Maroc, permettant aux femmes rurales d'être accompagnées dans leurs démarches judiciaires à travers des partenariats spécifiques avec des OSC locales.
- **APPROPRIATION PAR LA JEUNESSE** : le « JT rappé » a généré plus de 50 000 vues au Sénégal, vulgarisant les enjeux de transparence auprès d'un public nouveau.
- **LA DÉMARCHE DE DÉCENTRALISATION** menée en Tunisie à travers les consultations à Gafsa, Kairouan, Le Kef et Gabès a permis un ancrage de proximité et de dépasser ainsi les dynamiques de la capitale en renforçant techniquement des OSC locales. Ce modèle de soutien décentralisé est pertinent pour la répliquabilité de l'approche.
- **L'engagement et la spécialisation des OSC ORGANISÉES EN RÉSEAUX** : un levier de résilience ayant permis la collecte et la remontée des besoins des populations pour l'élaboration du PAN3 de la Côte d'Ivoire dans les délais, malgré les contraintes liées à la pandémie de COVID-19

ENSEIGNEMENTS TRANSFÉRABLES

- **L'EXPERTISE NATIONALE D'ABORD** : le recours à des experts locaux pour accompagner les OSC est plus efficace que l'expertise internationale pour naviguer dans les blocages administratifs et les spécificités nationales et régionales.
- **LA CO-CONSTRUCTION COMME NORME** : intégrer la société civile dès la conception du projet est le principal gage de pertinence.
- **FORMATS DISRUPTIFS** : les outils de communication culturels (musique, art mural) sont plus puissants que les rapports techniques pour mobiliser les citoyens hors des publics cibles institutionnels.
- **L'APPUI à la société civile** dans le cadre d'un projet sur le gouvernement ouvert est un volet indispensable qui complète les appuis institutionnels aux autorités étatiques.
- **L'initiative tunisienne de production du budget de l'État en braille et en langue des signes** est un résultat de rupture à forte valeur ajoutée pour l'inclusion des populations vulnérables.

OPPORTUNITÉS FUTURES

RÉSEAU DES OSC D'AFRIQUE

Appuyer la structuration et les activités concrètes du Réseau des OSC d'Afrique francophone pour le gouvernement ouvert (RAFGO)

JUSTICE ET PARLEMENT OUVERT

élargir le rôle de veille des OSC vers les pouvoirs judiciaire et législatif, au-delà de l'exécutif. Faciliter les échanges et la collaboration entre société civile et les pouvoirs judiciaire et législatif

AGENDAS PGO

Continuer à renforcer le rôle de la société civile dans les agendas nationaux du gouvernement ouvert en soutenant la participation des OSC aux Forum multi-acteurs ainsi qu'à la conception, mise en œuvre et suivi / évaluation des PAN

STRATÉGIES

Élaboration de stratégies de déploiement géographique et de diversification financière

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

sensibiliser et former les OSC à l'application des principes de transparence aux enjeux de transition écologique et de gestion des ressources extractives

INTÉGRITÉ NUMÉRIQUE

outiller la société civile pour lutter contre la désinformation et protéger l'espace civique numérique face aux risques de surveillance

ACADÉMIE RÉGIONALE

donner aux OSC la possibilité de suivre les formations sur le GO fournies par les ENA nationales et par la future « académie africaine du Gouvernement Ouvert »